

Alain Dieckhoff, sociologue : « *L'espace public mondial est bouleversé par l'irruption des radicalités religieuses* »

Contre le constat longtemps admis de la modernité comme sortie des religions, une radicalisation et une « *déprivatisation* » de la foi à l'échelle mondiale s'observent aujourd'hui, selon le sociologue Alain Dieckhoff, directeur d'un ouvrage collectif sur ce phénomène. Propos recueillis par Youness Bousenna. Publié le 30 novembre 2025 à 06h00.

Sur tous les continents, des formes religieuses radicales remodèlent l'espace public, et parfois la démocratie. De l'Inde à Israël, des États-Unis au Brésil, le directeur de recherche au CNRS Alain Dieckhoff a eu l'idée de rassembler les meilleurs spécialistes pour saisir cette tendance de fond du XXI^e siècle dans *Radicalités religieuses. Au cœur d'une mutation mondiale* (Albin Michel, 352 pages, 24,90 euros).

Pourquoi vous semblait-il urgent de lancer cet ouvrage collectif autour des « *radicalités religieuses* » ?

Ce projet est né du constat de l'invocation presque routinière du religieux par des responsables politiques. Citons, en 2025, l'instauration d'un « *bureau de la foi* » au sein de la Maison Blanche par le président américain, Donald Trump, le bain rituel dans les eaux du Gange du premier ministre indien, Narendra Modi, lors de la grande fête hindoue de la Kumbh Mela, ou encore le lexique employé par le président russe, Vladimir Poutine, qui évoque l'Ukraine comme une figure satanique. Ces invocations du religieux par les dirigeants de plusieurs grandes puissances mondiales ont été le point de départ de ce projet.

Une telle concomitance n'a rien de fortuite : ce faisceau d'événements, ainsi que la présence de plus en plus manifeste de responsables confessionnels dans l'espace public témoignent d'une visibilité beaucoup plus grande du religieux, ce qui constitue un bouleversement majeur en l'espace de quelques années à peine.

Il m'a donc semblé pertinent de creuser cette question de façon comparative, en faisant appel à des spécialistes de chaque domaine. Cette approche pluridisciplinaire est une manière de décloisonner les approches et les savoirs, et offre peut-être un moyen de remédier au constat de l'historien Denis Pelletier dans sa contribution, lorsqu'il évoque des sciences sociales « *déceptives* » pour analyser la violence commise au nom de la religion.

Pourquoi utiliser le label de « *radicalité* » plutôt que des termes équivalents comme intégrisme, fondamentalisme ou extrémisme ?

Le terme de « *radicalité* » m'a semblé préférable pour trois raisons : son étymologie [radicalité vient du latin radix, la racine], qui résume le dénominateur commun de cette tendance globale à vouloir revenir aux fondements et à une authenticité, souvent fantasmés, du religieux ; sa simplicité, qui le rend propice à qualifier des situations très différentes ; et, enfin, le fait qu'il ne soit pas relié à une foi particulière. Cela le rend plus neutre que les mots concurrents. Le fondamentalisme est lié originellement au protestantisme, et l'intégrisme au refus de la modernité par l'Église catholique.

Dans votre contribution, qui ouvre le volume, vous évoquez la « déprivatisation de la religion » comme l'une des tendances lourdes de ces dernières années. Est-ce à dire que le constat de Max Weber (1864-1920), voulant que la modernité acte la sortie du religieux et le « désenchantement » du monde, se trouve infirmé ?

Mon texte inaugural s'intitule : « *Se retirer du monde ou prendre le pouvoir : les deux formes de radicalité religieuse* ». Cette alternative résume à mes yeux les deux tendances majeures de la radicalité religieuse, l'une piétiste, l'autre activiste. Ainsi, dans les formes radicales de l'islam, il existe un salafisme quiétiste, qui cherche simplement à vivre en retrait d'une société moderne jugée corrompue, et une branche djihadiste, qui entend restaurer un califat par l'action violente.

Ces deux modalités de radicalité, présentes aussi dans d'autres univers religieux, remettent en question la tendance lourde de la sécularisation, qui semblait acquise par la sociologie, sur un point particulier. La sécularisation se caractérise en effet par trois tendances : la baisse des pratiques et des croyances, la séparation de l'ordre religieux et de l'ordre politique, et une privatisation du religieux.

La *déprivatisation* que j'observe, qui se caractérise par une plus grande visibilité du religieux dans l'espace public, vient donc modifier la sécularisation sur ce point. Mais elle ne l'invalide pas pour le reste, car la baisse des pratiques demeure une tendance de fond, y compris dans des pays très catholiques comme la Pologne.

Cette visibilité nouvelle du religieux me semble naître d'un épuisement des grands récits mobilisateurs de la modernité. Un espace nouveau se libère qui permet cette réaffirmation du religieux. Il faut aussi souligner que cette résurgence se produit dans des temporalités différentes. Elle est récente en Europe, mais beaucoup plus ancienne au Moyen-Orient, remontant aux années 1980.

On aurait pu penser que cette « *revisibilisation* » du religieux resterait cantonnée à des espaces où le rythme de la sécularisation différait de l'Europe, et dont on pouvait penser qu'ils suivraient une autre trajectoire. Mais, de façon surprenante, le monde occidental est aussi concerné par cette remobilisation : c'est une vraie nouveauté.

Comment qualifier, justement, le christianisme qui accompagne les pouvoirs de dirigeants américains, comme Donald Trump, et Jair Bolsonaro, au Brésil ?

Dans les cas de Jair Bolsonaro et de Donald Trump, il s'agit d'une logique transactionnelle : leur marche vers le pouvoir a rencontré celle d'un mouvement évangélique en pleine ascension. Chaque force trouvait un intérêt à nouer une alliance avec l'autre. Le nationalisme chrétien aux États-Unis, qu'analyse le politologue Denis Lacorne dans notre ouvrage, s'appuie sur le mythe très puissant de la fondation de l'Amérique par les premiers puritains fuyant les persécutions de l'Angleterre. Ce mythe nourrit leur vision de l'avenir, particulièrement pessimiste et xénophobe, d'un pays soumis à l'afflux de migrants, et « *perdant son âme* », justifiant ainsi l'autoritarisme. Les nationalistes chrétiens sont désormais présents au plus haut niveau du pouvoir.

Quant à la droite évangélique ultra-radical brésilienne, le sociologue des religions Marcelo Ayres Camurça montre que cette force est entrée dans le champ politique à partir du retour de la démocratie, à la fin des années 1980. Elle a pris son essor en agrémentant les colères et en trouvant dans Jair Bolsonaro, au pouvoir de 2019 à 2023, un candidat dont le mandat répondait à la « *providence divine* » – à l'image de son slogan, « *Le Brésil avant tout, Dieu avant tout* ».

Concernant l'Europe, le politologue Olivier Roy établit un diagnostic en forme de paradoxe : selon lui, la montée d'un identitarisme chrétien est corrélée à une baisse de la foi.

En effet, pour Olivier Roy, nous assistons à la montée d'un phénomène paradoxal, à l'œuvre au sein des droites populistes européennes, qu'il qualifie d'*« identitarisme chrétien irréligieux* ». Il l'analyse comme un « *produit différé* » des années 1960, marquées par le concile Vatican II [1962-1965], mais aussi par les décolonisations, avec la fin de la tutelle de l'Europe sur l'Église.

À ses yeux, l'identitarisme chrétien émerge alors sur un mode défensif et blanc, rompant avec l'universalité du catholicisme : le migrant catholique venu d'Afrique ne mérite à présent pas plus d'être accueilli qu'un musulman. C'est cet identitarisme qui motive la plupart des attentats commis au nom d'un suprématisme blanc, comme celui d'Anders Breivik en Norvège ou l'attaque de Christchurch en Nouvelle-Zélande.

Bien que tous les partis populistes n'invoquent pas l'identité chrétienne, elle est présente dans les Vrais Finlandais, Vox en Espagne ou le PiS en Pologne. La référence chrétienne sert avant tout de marqueur identitaire, et ne correspond en rien à un retour de la foi. Si Olivier Roy affirme que « *la chute de la foi et de la pratique est paradoxalement un facteur de radicalisation* », c'est donc parce que cette référence se fait hors des garde-fous institutionnels que représentaient les Églises et se fonde sur le rejet d'une partie du message profond de l'Évangile, portant sur l'amour du prochain.

C'est ainsi qu'Eric Zemmour peut vilipender le discours « *trop naïf, trop Bisounours* » de l'Église, tout en se réclamant d'une Europe judéo-chrétienne. Ainsi, le christianisme n'est plus brandi que comme un drapeau civilisationnel.

Vous consacrez vous-même un texte aux radicalités religieuses en Israël, soulignant que le judaïsme orthodoxe était initialement hostile au sionisme. Alors même que le gouvernement de Benyamin Nétanyahou est ouvertement guidé par le messianisme dans sa guerre à Gaza, comment expliquer ce retournement ?

Le cas israélien illustre à la perfection cette bipartition des radicalités, piétiste et activiste. En effet, en réaction au mouvement sioniste à la fin du XIX^e siècle, la majorité du monde juif orthodoxe de l'époque se montrait hostile à ce projet politique et entendait rester quiétiste. Cette position est dominante jusqu'en 1948, année de la création de l'État d'Israël. Les orthodoxes basculent alors dans un « *asianisme* », n'étant ni pour ni contre ce nouvel État, mais l'acceptant de facto.

Alors que le sionisme est fondamentalement une idéologie laïque et nationale, une minorité au sein du monde orthodoxe lui avait néanmoins attribué une dimension religieuse. Mais c'est la guerre des Six-Jours face aux pays arabes, en 1967, qui va conduire à l'essor du sionisme religieux, qui voit dans les conquêtes territoriales d'Israël une reprise de terres bibliques. Le phénomène le plus significatif tient à la consolidation d'un sionisme religieux à portée eschatologique, qui voit justement dans le retour aux frontières fantasmées d'un Israël biblique une nécessité pour faire advenir le Messie.

L'Inde de Narendra Modi incarne l'un des pouvoirs les plus radicaux et violents du monde, notamment envers les musulmans. Le *Rashtriya Swayamsevak Sangh*, qui existe depuis les années 1920, est-il un précurseur de cette résurgence radicale du religieux ?

Le suprématisme hindou est un cas intéressant par son antériorité, puisqu'il a un siècle d'existence, ainsi que par sa stratégie : le *Rashtriya Swayamsevak Sangh* [*Corps national des volontaires, RSS*] a longtemps misé sur une stratégie d'infiltration de la société par le bas, avant de s'insérer dans l'arène politique avec le *Bharatiya Janata Party* [*Parti du peuple indien, BJP*] dans les années 1980.

Ce qu'analyse le politiste Christophe Jaffrelot, c'est la manière très particulière dont ces nationalistes hindous ont façonné un « *État profond* ». D'ordinaire, ces institutions sont contrôlées par les services de renseignement ou l'armée. Mais, ici, c'est le réseau idéologique très vaste du RSS, profondément imbriqué dans le tissu social indien, qui quadrille tous les espaces de pouvoir. Cela permet un contrôle de la société d'une ampleur inédite, en matière de condition des femmes, de mœurs, de rejet des minorités, et crée un verrou majeur pour toute idéologie alternative qui prendrait le pouvoir et chercherait à réorienter le pays.

Quant à l'islam, après les années 2010 marquées par le califat de l'État islamique, le politiste Mohamed-Ali Adraoui évoque le possible avènement d'un « postdjihadisme ». Qu'entend-il par-là ?

Mohamed-Ali Adraoui prend le parti de relire l'histoire des djihadismes à la lumière du concept de transnationalisme, afin de montrer une dialectique fine entre des narratifs globaux – celui d'instaurer un califat mondial – et l'adaptabilité géographique, politique et stratégique qui caractérise les mobilisations djihadistes. Cela permet de saisir la plasticité et la diversité des djihadismes, au Moyen-Orient comme en Afrique.

Il pose, à partir de là, l'hypothèse selon laquelle nous pourrions entrer, après le califat éphémère instauré par Daech [organisation État islamique, EI] en Syrie et en Irak, dans une phase post-djihadiste, marquée par l'arrivée au pouvoir en Syrie en 2024 d'un pouvoir issu de cette matrice, qui légitime désormais la construction d'un ordre étatique plus ouvert.

Cela acte l'échec d'une stratégie de califat global pour inscrire désormais le djihadisme dans des territoires particuliers. Comme le montre Stéphane Lacroix dans sa contribution sur l'Égypte, les radicalités islamiques sont tiraillées depuis leur naissance, dans les années 1920, entre une stratégie de conquête par le bas, représentée par les salafistes d'Ansar Al-Sunna, et une conquête de l'appareil d'État, prônée par les Frères musulmans. Là encore, cette tension incarne l'une des permanences des radicalités religieuses, entre piétisme et activisme, mais aussi entre pénétration de la société et conquête du pouvoir d'État.

« Radicalités religieuses. Au cœur d'une mutation mondiale »

Sous la direction de
Alain Dieckhoff

**RADICALITÉS
RELIGIEUSES**
AU COEUR D'UNE
MUTATION MONDIALE

**Cartographie
d'une menace globale**

ALBIN MICHEL

Notre XXI^e siècle prend un visage stupéfiant. Si l'explosion de violence au XX^e siècle naissait des idéologies, ces religions séculières, c'est désormais ouvertement au nom de Dieu que la plupart des pouvoirs autoritaires justifient leur action politique, des États-Unis de Donald Trump au Brésil de Jair Bolsonaro, de l'Israël de Benyamin Nétanyahou à l'Inde de Narendra Modi et à la Russie de Vladimir Poutine, jusqu'au cas extrême qu'a été le califat de Daech [acronyme arabe de l'organisation État islamique, EI]. Discriminations, recul des droits des femmes, xénophobie, voire suprémacisme et guerre, sont aujourd'hui à l'œuvre sur tous les continents.

Face à cette situation, l'ouvrage collectif piloté par Alain Dieckhoff, spécialiste reconnu du Proche-Orient, tombe à point nommé pour analyser ces formes religieuses extrêmes qui font irruption depuis les années 2010. Le directeur de recherche au CNRS a réuni 16 pointures académiques, parmi lesquelles

Olivier Roy sur l'identitarisme européen, Stéphane Lacroix sur l'islam radical, Kathy Rousset sur l'orthodoxie russe, ou encore Adam Baczko sur les talibans.

En 18 chapitres, Radicalités religieuses offre un tour du monde qui, s'il ne permet pas d'approfondir les cas particuliers, a comme vertu d'esquisser un panorama des extrémismes politico-religieux et d'inviter au comparatisme.

Ce tableau permet surtout de comprendre que cette montée en radicalité est un phénomène qui traverse la plupart des sociétés, et s'impose comme l'un des faits les plus structurants de notre temps.

« *Radicalités religieuses. Au cœur d'une mutation mondiale* », sous la direction d'Alain Dieckhoff, Albin Michel, 352 pages, 24,90 euros.